

## DÉBAT

### **Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international**

For the remainder of the session, I want to come to the audience for some questions and we already have the first two in the front row. We have a little less than 10 minutes, so please be brief so we can get the discussion moving along.

### **Élisabeth Guigou, présidente fondatrice d'Europartenaires, présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France**

Je suis vraiment très heureuse d'entendre ce que vous venez de dire. Je crois comme vous que trop longtemps, dans l'Union européenne, dans les négociations avec d'autres pays, mais aussi dans notre travail intérieur, nous avons négligé ce qui fait quand même l'originalité profonde de l'Union européenne par rapport au reste du monde, c'est-à-dire notre ensemble de valeurs et de règles de droit. C'est le seul ensemble politique au monde où la peine de mort est interdite pour y entrer et pour y rester.

Il y a évidemment eu des progrès que vous avez soulignés, quand nous disposons du levier nécessaire. Je pense par exemple au grand succès du RGPD, *GDPR* en anglais, appuyé sur la force du marché intérieur, évidemment. Mais lorsque nous n'avons pas ce levier-là, je crois que nous sommes dans un état de fragilité importante.

Nous en parlions hier, je suis très inquiète, pas seulement de ce qui se passe en Hongrie ou en Pologne (peut-être que Bogdan nous en parlera tout à l'heure), mais de ce qui se passe en France actuellement, en prévision de la future campagne présidentielle, l'année prochaine. Quand je vois à longueur de colonnes dans de grands journaux de référence, un ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel, l'un des plus grands juristes de France, dire qu'il faut s'affranchir du respect de la Cour de Justice européenne et de la Cour européenne des droits de l'Homme, je suis alarmée. Et quand je vois – ce qui est pire encore – de grands responsables politiques, y compris quelqu'un avec qui j'étais amie, qui a négocié le Brexit et dont la principale discussion, au départ, avec les Britanniques, était précisément le respect de la Cour de Justice européenne, quand je vois cette même personnalité, entrant dans une précampagne présidentielle, remettre en cause la suprématie de nos traités des Cours de Justice, je suis alarmée.

Alors que pouvez-vous faire contre ça, cher Commissaire ? Je connais votre détermination, vous avez déjà fait beaucoup, mais j'espère que l'on n'écrira pas dans les prochaines semaines ou les prochains mois « Requiem pour l'État de droit dans l'Union européenne ».

**Didier Reynders, Commissaire à la Justice en charge de l'État de droit et de la protection des consommateurs à la Commission européenne**

Chère Élisabeth, première chose, j'ai réagi évidemment à un certain nombre des éléments que vous venez d'évoquer, parce que c'est inacceptable pour nous de mettre en cause non seulement les valeurs qui fondent l'Union européenne, mais c'est inacceptable de mettre en cause la primauté du droit européen, je le disais, lorsqu'il est évidemment d'application, parce que nous sommes compétents dans certaines matières, mais surtout, c'est inacceptable de remettre en cause les décisions contraignantes de la Cour de Justice, exactement comme les décisions d'une Cour suprême dans un État, y compris en dehors de l'Union.

Alors, face à cela, que pouvons-nous faire ? Nous menons toutes les actions nécessaires, y compris à nouveau des recours devant la Cour de Justice avec des sanctions financières, dès que nous sentons un dérapage par rapport à cela. Et les pressions sont utiles. Vous avez rappelé l'interdiction d'application de la peine de mort, c'est vrai aussi au Conseil de l'Europe, et c'est ce qui fait qu'aucun pays membre du Conseil de l'Europe, bien au-delà de l'Union européenne, n'a réintroduit cette peine de mort. Seul le Bélarusse est en dehors du Conseil de l'Europe, à cause essentiellement de la peine de mort. Peut-être maintenant d'autres éléments sont-ils venus s'ajouter.

Donc ces pressions sont utiles. Il y a évidemment des débats électoraux dans lesquels il est bon de prendre avec un peu de distance certaines déclarations, mais cela étant, les tendances sont là. Nous devons donc être beaucoup plus actifs sur la protection d'un certain nombre de principes qui fondent notre Union. Et je le répète, c'est ce qui fait que nous avons introduit un certain nombre d'actions maintenant, qui se traduisent en bout de course par des sanctions financières.

Et je terminerai en disant, car je sais que ce sera l'un des nerfs importants de cette guerre sur l'État de droit, que le lien entre le respect de l'État de droit et le financement des politiques est très important. Et nous allons mener de plus en plus ce débat au sein de l'Union européenne, comme nous le menons avec les pays candidats ou avec les pays de partenariat. Et comme je le disais, nous travaillons avec la Banque mondiale de plus en plus pour aller dans cette même direction, d'intégrer l'approche État de droit, respect des valeurs, respect des droits fondamentaux, dans une certaine conditionnalité sur des financements. Et c'est pour cela que j'insistais beaucoup sur les droits fondamentaux, encore plus que sur l'aspect démocratique des régimes. Nous sommes convaincus qu'il faut mettre en avant la démocratie, mais nous savons que dans le monde, ce n'est pas partagé unanimement.

**Ali Aslan**

We have almost reached the end of the session, but we can take one final question, but please make it short.

**Bogdan Klich, sénateur au Parlement polonais, président de la commission des affaires étrangères et européennes au Sénat polonais**

I would like to underline that I completely share your opinions. It means that we live in a common space of values in Europe and of course, they were expressed in Article 2 of the Lisbon Treaty, but they are in our hearts and minds. For my compatriots in Poland, between

81% and 86% of our society is in favor of those values and express satisfaction in belonging to the European Union. The European Commission should be a guardian of those values and I would like to congratulate you personally, for doing as much as possible to guard those values but I would encourage you and the whole Commission to do more. Without the Commission as a clear guardian that reacts very quickly to every attempted assault on those values, this common space will be divided, and we will not survive as the European Community. This is not question but rather congratulations plus an encouragement to do more.

### **Didier Reynders**

Thank you for the congratulations but please understand that we are trying to do more. Over less than two years, we have put in place the so-called Rule of Law reports and we will report on the 27<sup>th</sup>, there is also a new conditionality linking funding of policies with respect for the rule of law. You know that we are now in discussion about the Recovery and Resilience Plan because we want to see reforms in the justice system in your country, before going further with some funding. Why? First, a Polish judge is a European judge, like a German or French one and they need to apply European rules. Second, it is a protection for all individuals and for the internal market. If you need to go to justice, you need to be sure you have an independent, qualified and efficient judge. If you want to invest in another member state, you have to be sure that if you have a problem with the authorities or competitors, you can go to an independent justice system. That is why the first chapter of our Rule of Law report is about the independence of the justice system. It protects individual rights and also a protection for the internal market, which is one of the most important elements of the Union. Thank you for the congratulations but you can be sure we will continue because it is a real protection for the Union. Without that protection of our values, we will have less and less of a real Union in Europe.

### **Ali Aslan**

A fascinating, very timely and important discussion. Of course, we could have continued much longer, and the debate will certainly be continued. Apologies if you did not get an answer to your question, but we are getting a sign to wrap it up. Needless to say, apart from the compliments and praise you are getting, your job is not going to get any easier from here on. You have quite a difficult task ahead when democracy is under attack all over the world, but also within Europe. Ladies and gentlemen, please give a hand to the European Commissioner for Justice, Didier Reynders.